

Je voudrais soumettre l'idée que l'héritage en Afrique subsaharienne des 15 dernières années d'austérité, de déflation, de compression budgétaire sous l'ajustement structurel, auquel s'ajoutent certaines réformes institutionnelles et une tentative de reconceptualisation de l'État, qui tente de traiter le politique sous un angle essentiellement technique, de meilleure gestion et de performance, risque fort de fragiliser et même de déstabiliser des situations déjà précaires et donc de contribuer à accroître plutôt que de réduire le risque de conflits en Afrique.

Mon point de départ est l'hypothèse qu'une des raisons importantes de la détérioration de la situation en Afrique est le refus de voir que le processus d'accentuation des déséquilibres structurels, les limites de la croissance, et les crises fiscales qui sont à l'origine de l'endettement des pays africains ont des causes qui sont autant politiques qu'économiques.

Autrement dit on pourrait faire une relecture politique de ce que Monsieur Gilles Duruflé a présenté. Le temps ne le permet pas donc je me résumerai en 2 points.

- a) Dès le départ et tout au long des années 80, les stratégies de sortie de crise, les programmes d'ajustement structurel présentés sous un angle "économique" recouvraient à de multiples niveaux (fixation des prix, abolition de subventions, rôle du secteur public, bref l'organisation de la production interne et les formes d'insertion dans le marché mondial) - des dimensions éminemment politiques.
- b) De même à l'heure actuelle, on cherche à apporter des solutions dites d'efficacité technique à travers la gouvernance et la "capacity building" pour résoudre de l'extérieur, des problèmes dont la nature et donc les solutions sont avant tout éminemment politiques.

Il me semble très difficile de parler de causes ou de prévention de conflits si l'on ne clarifie pas ces points.